



Direct Assurance ASSURANCE VIE

> Découvrez les AUTRES AVANTAGES de notre offre

*voir conditions détaillées ici

Débat > Réforme des retraites ou réforme du pacte social ?

A la Une > Idées

Point de vue

Réforme des retraites : l'autre solution

Le Monde | 14.06.10 | 13h54 • Mis à jour le 15.06.10 | 12h50

Abonnez-vous
15 € / mois

47

Partagez

Facebook

Recommander

587 personnes recommandent ça.

Après un mois de consultations en trompe-l'oeil, le gouvernement a remis sa copie aux syndicats et au patronat. Ce document d'orientation est précieux, car il renferme toutes les contre-vérités proférées et fausses solutions avancées depuis près de vingt ans. Choc démographique, catastrophe des régimes de retraite par répartition et travailler plus longtemps se mêlent dans un projet aussi mystificateur qu'inefficace.

PUBLICITE

Le Monde.fr

Le dernier article :

Numérique et démocratie locale: éclairer les "trous noirs"

Europe: le numérique au

Y a-t-il un choc démographique ? Oui, répond le document d'orientation. Non, a répondu à plusieurs reprises le Conseil d'orientation des retraites (COR) dont les conclusions sont sciemment travesties.

Ainsi, la France connaît un allongement de l'espérance de vie, heureuse nouvelle, et une fécondité qui la place juste au niveau du seuil de renouvellement des générations. Le COR a également établi, sans que cela soit contesté, que l'aggravation des déficits des comptes sociaux était essentiellement due à la crise financière et non pas à l'évolution démographique : en 2006, le déficit de l'ensemble du système de retraite était de 2,2 milliards d'euros ; en 2008, il atteignait 10,9 milliards et il devrait être de 32,2 milliards en 2010. La démographie n'exerce son influence qu'à moyen et long terme, et pas dans une accélération foudroyante en quelques mois.

N'y a-t-il qu'une seule solution ? Oui, répond le document d'orientation après avoir écarté sans examen les autres. Une fois ce coup de force perpétré, la réponse est assénée : "Répondre à un déséquilibre démographique par des solutions démographiques." Elle vaut ce que vaut le diagnostic : erreur magistrale. Le gouvernement s'engage à "écarter toute solution qui baisserait le niveau de vie des Français ou augmenterait le chômage". Or, obliger les salariés à travailler plus longtemps (recul de l'âge légal de la retraite,

Vous aussi, participez au débat
Proposez votre contribution à la rédaction

PUBLICITE

Dans la rubrique Idées

[Un printemps en hiver](#)

[Inflation rime avec révolution](#)

[Parler la dictature de Ben Ali](#)

[Dites à Michèle Alliot-Marie que Sartre a débarqué à Tunis](#)

D'accord, pas d'accord ? Réagissez à l'article que vous venez de lire

Profitez de toute l'offre numérique du Monde, à partir de 15 €/mois seulement

Parmi vos réactions

Interrogation

On ne voit pas très bien ce qui autorise le gouvernement à décider seul de ce que sera le système de retraite. La Nation produit suffisamment de spécialistes en la matière (cf ce point de vue) pour qu'ils se mettent d'accord sur un système rationnel à mettre en oeuvre pour le bien de tous. En fait la décision du gouvernement garantit que les richesses produites par tous continueront à ne profiter qu'à la minorité qui lui dicte ce qu'il doit faire. Quel courage a-t-il ? Aucun.

Réagissez

Découvrez les 47 réactions

Les débats



Tunisie, symbole d'un Maghreb en révolte



Le FN, entre menace et normalisation

augmentation de la durée de cotisation, ou combinaison des deux) entraîne obligatoirement une baisse du niveau des pensions sans qu'il soit nécessaire de l'annoncer. Nous le savions depuis les réformes de 1993 et de 2003, nous sommes prévenus pour celle de 2010.

Quand la situation économique reste et restera marquée par un chômage très élevé, l'engagement à *"écarter toute solution qui baisserait le niveau de vie des Français ou augmenterait le chômage"* est un faux-semblant : le travail forcé des seniors se substituera à l'emploi des jeunes en l'absence de création d'emplois en nombre suffisant, et ce surtout en accroissant la durée individuelle du travail.

Les uns travailleront plus. Les autres, jeunes, femmes, sans qualification, quinquas, erreront du chômage à la précarité dans un aller-retour incessant. Ce ne sont pas les velléités de tenir compte de la pénibilité de ceux qui auront déjà été brisés par une longue vie de travail qui atténueront la violence du capitalisme néolibéral exigeant toujours plus de productivité et de rentabilité.

La promesse de créer *"une contribution supplémentaire de solidarité sur les hauts revenus et les revenus du capital sans restitution au titre du bouclier fiscal"* sauvera-t-elle l'ensemble ? Rien n'est moins sûr. On nous annonce une contribution pouvant aller jusqu'à quelques milliards d'euros, alors que le gouvernement n'arrête pas d'apeurer la population avec des déficits de l'ordre de 100 milliards en 2050.

Ce sont des mesures d'une autre ampleur qu'il faut prendre pour développer notre système de retraite par répartition, notamment en réorientant les politiques économiques qui privilégient la finance au détriment de l'emploi, de la formation et des salaires et qui sont au coeur du financement des retraites : un million d'emplois en plus, c'est déjà 5 milliards d'euros de recettes supplémentaires. Il y a aussi des marges d'action importantes en favorisant un plus fort taux d'emploi des femmes, la France se situant au 15^e rang de l'Union européenne. La répartition des revenus dans notre pays a, depuis un quart de siècle, tourné à l'avantage décisif des actionnaires et des très hauts salariés managers. Une simple application du taux de cotisation patronale aux dividendes distribués comblerait immédiatement tout le déficit actuel de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

L'argument éculé de la perte de compétitivité est ici fallacieux, puisqu'il s'agirait de n'amputer que les dividendes nets reçus par les actionnaires et non les capacités d'investissement des entreprises, et parce que cela ne renchérirait pas les coûts de production. La retraite à 60 ans à taux plein peut être garantie à tous les salariés si de tels choix politiques sont faits aujourd'hui.

Pour couronner le tout, le document d'orientation se prononce en faveur d'une réforme systémique prochaine pour aller vers un système *"par points"* ou *"par comptes notionnels"*. Là aussi, le gouvernement piétine les conclusions du rapport du COR de janvier qui a montré le risque d'individualisation exacerbée d'une telle réforme et, ce qui n'est pas le moins savoureux, l'incapacité de tels systèmes à surmonter un choc démographique ou économique.

Deux conclusions s'imposent donc. Primo, la crise financière surdétermine la frénésie avec laquelle tous les gouvernements du monde s'acharnent à imposer des plans d'austérité dont les salariés et les retraités font aujourd'hui les frais, tandis que les tenants de la finance se refont une santé sur le compte des budgets publics ou grâce aux garanties accordées par les Etats.

Secundo, la volonté de faire travailler toujours davantage manifeste le refus de reconsidérer la place du travail dans notre société, le refus aussi d'apprécier l'immense contribution des personnes retraitées, en termes de lien social et de création de services utiles à la société. Bref, l'obstination à promouvoir une société engagée dans un cycle productiviste sans fin.

Notre détermination à faire échec au projet du gouvernement est donc intacte : à l'opposé de la valeur pour l'actionnaire et du *"travailler plus pour vivre moins"*, organisons une juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, le partage du travail et une redéfinition des finalités de l'activité économique.



Haïti : l'aide internationale en question



Vers le dépassement des 35 heures ?

▼ PUBLICITE

Supplément Partenaire



Bâtissons une planète plus intelligente

Retrouvez des experts sur des sujets stratégiques avec IBM



Solutions aux entreprises

Retrouvez des solutions de communications innovantes avec SFR Business Team



Les chemins de la liberté

Découvrez le nouveau film de Peter Weir au cinéma le 26 janvier sur LeMonde.fr

Jean-Marie Harribey, Attac ;
Willy Pelletier, Fondation Copernic ;
Gérard Filoche, inspecteur du travail ;
Christiane Marty, féministe ;
Christophe Delecourt, CGT-Finances ;
Didier Horus, FSU ;
Pierre Khalfa, Solidaires ;
Olivier Besancenot, NPA ;
Martine Billard, PG ;
Marie-George Buffet, PCF ;
Razzy Hammadi, PS ;
Alain Lipietz, Les Verts.

Article paru dans l'édition du 15.06.10

Abonnez-vous au *Monde* à 17€/mois

Comment réformer les retraites ?

POINT DE VUE

Réformer la retraite ou organiser la solidarité ?

POINT DE VUE

Réforme des retraites, tout mettre sur la table

POINT DE VUE

Réforme des retraites, rigueur financière : cela ne suffit pas !

POINT DE VUE

Retraite : les jours heureux à portée de main

Dans *Le Monde*, édition du 19 septembre 2010

POINT DE VUE **La réforme des retraites méritait mieux qu'une bataille d'obstruction**

47

Partagez

Facebook

Publicité



JULIE CÉLIBATAIRE & PROF

Elle est sur Attractive World. Et vous ? Rejoignez le leader de la rencontre haut de gamme !

» Plus d'informations



DEVENEZ PROPRIÉTAIRE

Avec dopimmo, investissez dans votre région à des prix exceptionnels

» Plus d'informations



FOREX, LA VOIE DU SUCCES

Générez 3000€ de gains par mois c'est possible avec le Forex. Formation gratuite et en français

» Plus d'informations

Ligatus

Vos réactions (47)

La réaction aux articles est réservée aux abonnés du Monde.fr

Réagissez



Interrogation

16/06/10 - 11h08

On ne voit pas très bien ce qui autorise le gouvernement à décider seul de ce que sera le système de retraite. La Nation produit suffisamment de spécialistes en la matière (cf ce point de vue) pour qu'ils se mettent d'accord sur un système rationnel à mettre en oeuvre pour le bien de tous. En fait la décision du gouvernement garantit que les richesses produites par tous continueront à ne profiter qu'à la minorité qui lui dicte ce qu'il doit faire. Quel courage a-t-il ?

Aucun.

Répondre



perlimpinpin
15/06/10 - 22h51

et c'est fous qu'il y a de statisticiens , démographes, économistes, sociologues de pointe ayant en plus le temps de réagir à chaud ... Le Monde n'a pas des lecteurs .. il a des réacteurs ...

Répondre



perlimpinpin
15/06/10 - 22h44

Marie Claire: utilisez google et vérifiez vos chiffres, vous verrez qu'en Allemagne il y a autant voir beaucoup plus d'immigrés qu'en France. Ou alors vous vouliez dire qu'ils seraient bien de leur donner l'a nationalité , à ceux qui vous nettoient les routes et vident vos poubelles... mais je n'ai pas bien compris en quoi ça ferait avancer le débat sur les retraites

Répondre



Marie Claire
15/06/10 - 20h41

"Les Français ne veulent pas travailler plus, ils veulent travailler tous", dites-vous. permettez-moi d'en douter. En France, les balayeurs des rues, les ouvriers BTP, les femmes de ménage des grands hôtels et les employées de société d'aide à domicile, etc., etc., sont tous des travailleurs étrangers. Si les Français voulaient tous travailler, il n'y aurait pas tant de gens au chômage parce que tous ces travailleurs seraient français. En Allemagne, ils sont Allemands.

Répondre

[Lire toutes les réactions \(47\)](#)

Réagissez

D'accord, pas d'accord ?
Réagissez aux articles du Monde.fr
Pour réagir, devenez abonné au Monde.fr pour seulement
15€/ mois + 1 mois offert

Déjà abonné ?

Identifiant

email

Mot de passe

...

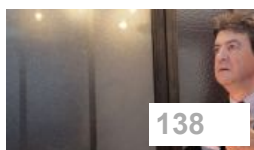
Validez

[Identifiants oubliés ?](#)

Abonnez-vous

☒ Mémorisez

Les plus commentés



138

Candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon s'en prend à DSK



74

Le ministre de l'éducation envisage l'apprentissage de l'anglais dès 3 ans



54

Gaz de schiste : révolution énergétique ou catastrophe environnementale ?



44

Michel Rocard : "Aujourd'hui, tout le monde navigue à vue"



37

Dans une mosquée rouverte de Tunis, un premier prêche "libre" et déjà contesté

▼ PUBLICITE

Check out MentoringBrothers.org to learn more

